



DECLARATION LIMINAIRE du SNASUB-FSU

au CSA-SA du vendredi 24 mars 2023

La lutte syndicale actuelle, forte, pérenne et responsable pour obtenir le retrait de la réforme des retraites a encore réuni plus de 3 millions de manifestants, ce qui en fait l'une des plus importantes depuis le début du mouvement social.

Cette réforme mise au vote a connu un parcours parlementaire chaotique, au cours duquel le gouvernement a utilisé tous les outils constitutionnels à sa disposition permettant de limiter l'exercice démocratique.

Toutes les organisations syndicales locales sont elles aussi mobilisées en intersyndicale dans cette lutte, et nos forces actives sont mobilisées sur le terrain. En dépit de toute la force à mettre dans cette bataille, la FSU continue à porter une attention très forte aux personnels affectés en services déconcentrés que ce soit au rectorat ou en DSDEN, c'est pourquoi nous avons finalement décidé de siéger aujourd'hui.

En effet, ces personnels n'ont pas pu bénéficier des instances qui organisent et régulent leur vie professionnelle depuis juin 2022, soit 9 mois de délaissement alors que nous savons que chacun d'eux vit des situations de travail difficile qui ont nécessité l'intervention d'un cabinet d'audit externe.

Ainsi, nous tenons à vous faire part de notre grande inquiétude concernant le fonctionnement et les conditions de travail des collègues notamment de la DPA. Nous savons que ce service fait partie des services du rectorat les plus en souffrance.

La gestion individuelle et collective des collègues n'est pas traitée, ils nous interpellent sur leur situation administrative dont les retards de gestion s'accumulent : des documents de fin de contrat ne parviennent pas aux collègues alors que l'attestation est obligatoire et indispensable, des changements d'échelon et de reclassement ne sont toujours pas actés pour de nombreux agents, des situations médicales non gérées et tant d'autres...

Nous rappelons également la situation surprenante de nos collègues contractuels restés sans contrats à la rentrée de septembre pendant plusieurs semaines.

S'il reste important d'accorder une attention toute particulière à la situation des collègues qui travaillent au sein de la DPA et qui souffrent terriblement, l'administration ne peut pas s'exonérer d'un bon fonctionnement du service ni laisser les organisations syndicales sans réponses lorsqu'elles sont mandatées par les collègues.

RenoïRH ou pas, les collègues doivent pouvoir obtenir des réponses sur leur situation dans un temps raisonnable et la qualité du service rendu n'est pas satisfaisante.

Les autres services sont tout autant malmenés, puisque les chefs de bureaux de la DBF sont tous partis ou en arrêt, le service du SAG AESH est en restructuration à marche forcée bien que l'administration ait mis en place un accompagnement qui demanderait plus de temps.

La DSDEN 74 n'a plus de SG, plus de directives claires et les collègues naviguent à vue ; la DSDEN 73 se trouve en difficulté pour remplacer ses propres agents et la situation va s'accroître dans les semaines à venir ce qui occasionne des glissements de missions ; la DSDEN 38 a déménagé dans des locaux voués à la destruction qui ne peuvent accueillir le public ni permettre aux agents de travailler dans de bonnes conditions : poussière excessive, dégoulinures sur les murs, poubelles à sortir et chauffage impossible. Et pour toutes les DSDEN, une gestion précipitée et incohérente des nombreuses demandes d'instruction en famille.

La FSU souligne une nouvelle fois l'importance de la gestion des ressources humaines dans notre administration. C'est pourquoi les futures convocations de la formation spécialisée mettront enfin mettre en œuvre des actions qui devront améliorer la vie au travail des collègues.